

que cela conduise à ce que vous pourriez vous attendre, c'est-à-dire à amener la population à essayer de quitter les régions à faibles revenus et à démanager dans les régions à revenu plus élevé. On peut donc dire que la population accepte cet état de choses. Dans nos mesures économiques, nous pouvons passer à côté de ce qui rend la population heureuse. Si c'est ce qui se passe, nous pouvons tourner en rond et dire que c'est là un grand inconvénient et que nous devons faire quelque chose pour y remédier.

**Le président:** J'ai posé la question, en fait, dans le contexte de la concurrence, mais je crois que nous devrions continuer.

**Le sénateur Cameron:** J'ai de nombreuses questions à poser, mais ce n'est pas le moment de les traiter toutes. Une ou deux choses qui m'ont semblé particulièrement intéressantes au sujet de la discussion ce matin. M. Johnson a rendu un très grand service en ébranlant notre croyance dans le statu quo. Il a défié certains de nos concepts et idées acceptés. Je pense que s'il y a jamais eu un temps où nous avions besoin de défier le statu quo, c'est bien maintenant. Je dirais même que si le gouvernement Trudeau tombe la semaine prochaine, ce sera en grande partie parce qu'il a suivi le statu quo dans le domaine de l'inflation et ainsi de suite. Cela pourra paraître une hérésie à certains de mes collègues, mais c'est ce que je crois. J'ai aimé la séance de ce matin, et d'un point de vue philosophique, je suis fermement d'accord avec de nombreuses choses que vous avez dites. Je suis originaire de l'Émirat de l'Alberta c'est pourquoi je pense ainsi.

**Le sénateur Croll:** Qu'a-t-il dit au sujet de l'inflation qui différerait de ce que le gouvernement Trudeau pratiquait?

**Le sénateur Cameron:** Je ne veux pas m'engager là-dedans.

**Le sénateur Croll:** J'allais demander à M. Johnson comment nous rétablirions l'ordre des choses. Toutefois, j'ai pensé que nous devrions le laisser tranquille un instant et vous laisser poser une question, mais vous l'avez fait de la mauvaise manière.

**Le sénateur Cameron:** C'est là votre point de vue. Je veux dire que d'un point de vue philosophique je suis enclin à penser comme M. Johnson à long terme. Cela prendra longtemps avant qu'on accepte en pensée certains de ces innovations.

Je m'inquiète de la mise en œuvre à court terme du programme. Vous avez dit quelque chose qui m'a grandement intrigué sur la question du droit de propriété. Vous avez dit que le droit de propriété était un mélange de deux courants d'idées, et que tous deux étaient erronés. Vous avez dit que le droit de propriété ne donne pas un pouvoir, mais une responsabilité. J'aimerais croire que le droit de propriété ne donne pas un pouvoir omnipotent. Je pense que le défi qui est posé à notre pensée aujourd'hui, si l'on accepte la thèse que le droit de propriété ne donne pas un pouvoir, est l'exercice du contrôle par le gouvernement. J'ai toujours dit que je me souciais fort peu d'où venait l'argent; je ne suis pas opposé aux investissements étrangers dans ce pays; plus il y en a, mieux c'est, pourvu que nous puissions les contrôler. Voilà le nœud de votre argument, je crois. J'aimerais savoir comment vous définissez le «contrôle».

Le sénateur Carter a touché un autre point lorsqu'il a parlé de vendre notre pétrole actuel très bon marché et de le racheter, dans 15 ans, à un prix élevé.

J'ai été intrigué par votre réponse disant que la valeur du dollar avait baissé et j'ai pensé, «Mon Dieu qu'advient-il de l'obligation de \$1,000 que j'ai achetée en 1940? Quelle serait sa valeur aujourd'hui?» Cette analogie peut s'appliquer à notre pétrole.

J'ai pensé que le sénateur Carter s'était converti à la philosophie de M. Tommy Douglas. La question de la propriété et du contrôle constitue un problème essentiel à l'heure actuelle. Certaines gens, généralement de la gauche, prétendent que nous devons assujettir les grandes sociétés au contrôle de l'État. On doit alors se demander dans quelle mesure et selon quelle formule doit s'exercer ce contrôle. Par exemple, allons-nous finir par voir Exxon et toutes les autres sociétés participer à ce consortium qui prend en charge le pipe-line de la vallée du Mackenzie? C'est un investissement de 6 à 10 milliards de dollars, même si c'est un bon Canadien, M. Ken Jamieson, qui est à la tête d'Exxon. Comment pouvons-nous exercer un tel contrôle sans dictature?

**M. Johnson:** Il m'est difficile de répondre à votre question, sénateur, puisque je n'en comprends pas réellement la portée. On peut adopter des attitudes différentes à l'égard de ces sortes de situations; par exemple, si une société est exploitée par quelqu'un que je connais personnellement, je peux m'y rendre et le rencontrer; c'est un peu mieux que si je ne le connaissais pas. Je crois qu'au Canada, nous risquons d'adopter ce que je crois être le système britannique de contrôle économique où l'on s'arrange de manière que les hommes d'affaires soient toujours relégués au second plan et impressionnés par les hommes politiques; en outre, lorsque vous voulez faire quelque chose d'onéreux pour les actionnaires, vous faites alors appel à l'homme d'affaires et l'appellez par son prénom. Je n'apprécie pas particulièrement ce procédé. Une meilleure façon, à mon sens, si l'on veut faire quelque chose qui imposera des frais à quelqu'un, serait de mettre cartes sur table et d'en discuter.

La question du contrôle entre Américains et Canadiens est des plus importantes dans un contexte où les hommes politiques peuvent amener les hommes d'affaires à faire perdre de l'argent à leurs actionnaires afin de demeurer dans les bonnes grâces des politiciens. Je n'aime pas cette façon de diriger les gouvernements ou les entreprises.

Si nous ne devons pas procéder de cette façon, alors exigeons que le gouvernement établisse des règlements explicites et prenne des décisions applicables à tous, qu'il s'agisse de Canadiens ou d'Américains. Il faudra également commencer à penser, tôt ou tard, aux entreprises japonaises et allemandes; ces deux pays, en effet, deviendront relativement plus importants et chercheront à investir outre-mer.

Aussi, il se peut fort bien que nos idées actuelles, au Canada, deviennent anachroniques alors que nous ne considérerons pas les Américains, en général, tellement comme des étrangers. Nous n'avons jamais très bien su si c'était les Américains ou les étrangers en général que nous n'aimions pas.

Concernant la question du contrôle, je pense qu'il existe une attitude plutôt irréaliste. Je m'en suis aperçu dans ma propre carrière, encore récente, alors qu'un étudiant radical dira, «Bien, si le professeur Harry Johnson dit que nous devrions avoir un cours sur le marxisme, alors nous en aurons un». A cela je réplique, «Vous ne comprenez pas très bien. Je ne peux mettre sur pied un cours sur le marxisme et vous le faire suivre que si mes collègues